



Spore

Politique agricole Qui formule nos politiques ?	1
Nomades et politiques pastorales À l'horizon des nomades	3
Équipement agricole Sarle, binette, sarcle...	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE L'agriculture à l'école Apprendre tôt, apprendre juste	16

Site Web : www.cta.nl



Illustration Lukino

Politique agricole

Qui formule nos politiques ?

.....

L'art de formuler des politiques ne s'est ouvert que récemment et ne retournera peut-être jamais à l'ombre de cabinets discrets. Pour ceux qui prônent la participation et la transparence, c'est un progrès. Examinons la question.



Dans ce numéro

« Du commerce, pas de l'aide »,

« Moderniser les campagnes » : on a commencé à entendre ça il y a une quarantaine d'années. Plaider pour que les villageois échappent à la pauvreté et retrouvent leur dignité en exportant leurs produits agricoles vers les marchés lointains, c'était à contre-courant à l'époque. Aujourd'hui, le marché mondial est bien là et c'est à la Bourse que nos pays conduisent les affaires et comptent les points. Nos agriculteurs sont donc invités à s'aider eux-mêmes et, par exemple, à moderniser leur outillage. C'est une approche globale : produire plus et générer des profits au village – et dans le pays. Une approche globale, c'est toujours utile pour comprendre des choses aussi complexes que le pastoralisme ou l'élaboration des politiques agricoles. Et votre Spore, en voilà un qui est global ! Quand vous aurez pris globalement connaissance des nouvelles, points de vue et publications, lisez donc pages 14 et 15 ce que nous avons repéré dans le rapport annuel du CTA, et comment votre magazine va se rapprocher encore de ses lecteurs, globalement. Et de vous, particulièrement.

Fin avril 2001, un lundi matin, la commission du développement durable de l'Assemblée générale des Nations unies est réunie. C'est un paysan des États-Unis qui capte son attention en présentant une liste de thèmes à prendre en compte dans les politiques alimentaires mondiales. Parmi eux : le respect des savoirs locaux, la possibilité de « brevets populaires », le plein accès aux résultats de la recherche scientifique.

Ses revendications ne constituent pas un événement, pas plus que sa présence à cette auguste assemblée. La nouveauté, c'est que ce paysan – qui pratique l'agriculture biologique dans l'État de Washington – s'exprime en tant que membre de la commission, dans le cadre d'une procédure de « dialogue

multipartite des intéressés ». Certains y voient un grand espoir pour le futur.

La contribution de cet agriculteur se situe à une extrémité du spectre de l'élaboration des politiques, de prime abord très éloignée des campagnes d'où il est originaire. Là-bas, « formuler une politique » n'est pas une notion abstraite. Il s'agit de régler concrètement des différends entre communautés sur les droits d'accès à l'eau d'irrigation, par exemple, ou entre deux banques communautaires rurales qui se disputent les cyclomoteurs nécessaires à la collecte des remboursements de prêts.

La formulation des politiques n'est pas une fin en soi, mais le moyen pour une communauté, ou une nation, d'atteindre un objectif ou de satisfaire un besoin en se

fixant des étapes. Ceux qui formulent des politiques remplissent donc une des plus nobles tâches déléguées par la communauté. Mais alors que cette fonction s'exerçait autrefois dans les cabinets et les bureaux discrets de l'appareil gouvernemental, elle devient aujourd'hui accessible à un plus grand nombre d'individus.

À l'échelle d'un pays, le but d'une politique agricole générale est de rassembler les dynamiques parfois divergentes à mettre en œuvre pour augmenter les récoltes, développer le cheptel, maximiser les recettes d'exportation, conserver ou développer l'emploi rural, respecter l'environnement et les cultures traditionnelles, fournir des recettes à l'administration... Parfois les responsables de ces politiques semblent n'être que les arbitres impuissants d'une bagarre générale. Une plus grande participation facilitera-t-elle la formulation des politiques ?

La souveraineté absolue, c'est fini

L'élaboration des politiques relevait autrefois d'une ordonnance immuable. Aujourd'hui, après vingt ans de profonds

provoquées par le changement climatique. Il n'y a plus de souveraineté. Et moins encore quand un soutien budgétaire apporté de l'extérieur par un pays bailleur s'assortit d'exigences sur la transparence et la participation.

Concilier, réconcilier

Il est pourtant souhaitable, même si ce conseil vient de l'extérieur, que les politiques agricoles soient formulées dans un cadre participatif, impliquant chacun, du champ à l'épicerie en passant par les étals des marchés. Il vaut mieux chercher à concilier des intérêts différents dès le début du processus que de subir les effets de conflits difficiles à aplanir après coup. Cela peut parfois sembler utopique, comme quand il faut partager l'eau ou des terres déjà surexploitées.

Le processus d'élaboration des politiques est à présent décentralisé, plus ouvert et plus participatif, parfois aussi plus bruyant, plus confus, plus coûteux. Pour bien des observateurs il ressemble au fonctionnement des autorités locales des siècles passés. Mais pour certains visionnaires, la participation de tous les intéressés à un dialogue multipartite, où chacun cherche à définir et à atteindre des buts communs en dépassant ses différences, constitue le socle de nouvelles formes de gouvernance, stables et créatives à la fois.

Nous n'en sommes pas encore là. Nous sommes dans une phase de libéralisation des économies nationales et de démocratisation de la gouvernance. Certains segments de l'administration sont aujourd'hui faibles, ou inexistantes, et dans bien des cas, le rôle du gouvernement se résume à assurer, par des réglementations, un environnement « porteur ».

Les nouveaux cherchent leurs mots

Il y a donc des vides de décision politique et économique que les parties intéressées s'empressent d'occuper. Un triangle gouvernement-secteur privé commercial-société civile se forme. La collaboration sur l'axe gouvernement-secteur commercial a fait de grands progrès, comme en témoigne le succès de l'économie mixte. Il en est de même entre le gouvernement et la société civile, qui reconnaissent avoir besoin l'un de l'autre. L'axe le plus faible est l'axe secteur commercial – secteur non commercial où s'affrontent des valeurs incompatibles.

Toujours est-il qu'on peut voir au Sénégal et au Mali une décentralisation de l'autorité politique aux organes et aux forums ruraux locaux. Au Burkina-Faso, au Botswana et au Ghana, la gestion des parcs nationaux est confiée à des ONG. La privatisation de la recherche agricole est un problème dans de nombreux pays, mais dans d'autres secteurs de l'économie agricole, la privatisation est en général bien

accueillie, avec l'émergence de chambres d'agriculture.

Avec la démocratisation de l'élaboration des politiques, la pièce a changé: le décor est nouveau et les acteurs sont plus nombreux. Mais les débutants n'ont pas bien appris leur rôle et, comme on peut bien l'imaginer, leur inexpérience fait douter certains de la « vieille garde ».

Le pouvoir n'est pas donné, il se mérite

Persuader ceux qui monopolisaient l'élaboration des politiques de devenir plus ouverts est une chose – après tout, ils n'ont pas le choix. C'est autre chose d'aider les nouveaux venus à s'adapter à leurs nouvelles responsabilités. En tant qu'ONG, groupes de base ou organes de la société civile, ils sont accoutumés à pointer les erreurs et les défauts des autres. À eux maintenant de partager la tâche ardue de définir des politiques sans erreur ni défaut. Il en est de même pour le secteur privé, qui a souvent demandé au gouvernement de gouverner moins sans se préoccuper de la manière dont il pouvait partager les charges de ce gouvernement.

En vingt ans de réforme, une foule de « boîtes à outils » ont été produites pour aider les gouvernements à devenir plus participatifs. L'une d'elles issue de la Banque mondiale, déconseillait même aux gouvernements de faire une cour trop pressante à la société civile, celle-ci risquant de « se fatiguer » de trop de sollicitations. Maintenant que le processus politique s'est ouvert, il y a un urgent besoin de boîtes à outils pour les nouveaux acteurs concernés.

Tant qu'ils ne pourront pas faire preuve de compétences adéquates, ils auront, en effet, le sentiment de n'être pas correctement impliqués. Prédisposés à la critique plus qu'à la construction, certains peuvent refuser de s'engager. Quant à ceux qui acceptent l'épreuve, ils ont du pain sur la planche. Une récente étude sur la conception des politiques nous prévient : le pouvoir, comme la propriété, ne se donne pas. Il se mérite.

L'efficacité de l'élaboration participative des politiques repose sur :

- la capacité des responsables traditionnels d'accepter de nouveaux venus ;
- la capacité des nouveaux venus de développer les compétences complexes de :
 - contrôle et analyse
 - évaluation des politiques
 - négociation et médiation
 - construction de consensus
 - esprit de partenariat.

Des compétences et aussi des comportements qui peuvent s'apprendre, mais qui doivent surtout être cultivés.

Repères, voir page 10



bouleversements, il n'est plus possible de décider d'en haut d'une stratégie et de décréter son application sur tout un territoire. C'en est fini des décisions autoritaires, mal étudiées et lourdes de conséquences, comme le plan arachide (*groundnut scheme*) en Afrique de l'Est dans les années 40, ou la collectivisation des terres en Tanzanie dans les années 70, puis au Bénin la décennie suivante.

Pour le meilleur ou pour le pire – l'histoire jugera –, il n'y a plus de nos jours de nations souveraines, de pays pleinement indépendants, pas plus en agriculture que dans d'autres domaines.

L'agriculture est aujourd'hui dépendante du marché mondial, et pas seulement dans les pays ACP. Elle est tributaire des fluctuations du dollar comme des inondations

À l'horizon des nomades

Photo Claire Lanaud/Cirad



Sédentaires et nomades peuvent cohabiter si l'on veut bien prendre en compte leur complémentarité.

Il y a plusieurs milliers d'années, bien avant que l'on songe à planter en terre un grain de blé, nous avons déjà l'habitude de suivre les grands troupeaux de pâturages en points d'eau. Là où les animaux allaient, nous allions. Nous les avons apprivoisés, nous avons appris à traire leur lait et à tisser leur poil, à les défendre et à améliorer leur race en les croisant. Nous nous déplaçons sans cesse et nous avons construit sur cette mobilité, sur ces pratiques, des civilisations où la richesse se mesure en nombre de têtes de bétail et où chacun se définit par l'appartenance à un clan, à une famille plus que par son lieu de naissance.

Touaregs, Peuls ou Massai, FulBe ou Toubous, de l'Atlantique à l'océan Indien et du Nil aux Grands Lacs, les pasteurs perpétuent ce mode de vie dans les régions arides de nombreux pays africains.

Pasteurs et agriculteurs : un malentendu réciproque

Les rapports des nomades avec les autres populations sont souvent marqués par des rivalités qui relèvent d'abord d'une perception différente de l'espace et du temps. Le territoire de l'agriculteur, c'est sa terre, celui du nomade, au contraire, est rarement délimité. Ce peut être une série de points d'eau et les chemins qui y mènent. La liberté de se déplacer à sa guise sur ces parcours est pour le nomade une nécessité.

Pour compliquer les choses, ces besoins ne sont pas fixés une fois pour toutes. Les nomades ont toujours dû leur salut à leur très grande souplesse d'adaptation, à leur opportunisme : qu'une période de sécheresse – ou au contraire une série de pluies inattendues – survienne, qu'un conflit rende une région dangereuse, et ils modifient leur parcours en conséquence. L'agriculture elle-même est loin d'être une donnée fixe. De nouveaux arrivants et l'accroissement de la population provoquent une augmentation de la surface cultivée (de 50 % au Niger entre 1968 et 1980, par exemple – voir *Spore* n° 39 « Sahel, les éleveurs de demain ») au détriment des terres de parcours. Pas étonnant que les conflits entre agriculteurs et pasteurs soient nombreux et constants. Certains ont pris une ampleur alarmante : au Sénégal en 1991, des milliers de pasteurs FulBe ont dû abandonner la forêt de Mbegu aux planteurs d'arachide « affamés de terre ».

Des nomades qui dérangent

Pour les nomades, les limites administratives ont une importance relative. Les frontières ayant été souvent tracées dans des régions arides, les zones de pastoralisme se trouvent fréquemment à cheval sur deux, voire trois ou quatre pays différents. Difficiles à contrôler en raison de leur mobilité, souvent considérés comme étrangers, les nomades paraissent, aux yeux des gouvernants, rétifs à une rationalisation satisfaisante de leur activité.

Les approches gouvernementales vis-à-vis du pastoralisme ont varié au fil du temps. Les années 60 et 70 ont vu fleurir les ranches privés ou publics. Au sein d'immenses étendues clôturées, le bétail était transféré d'une pâture à l'autre selon des rotations programmées. Au Kenya, la création des *Group Ranches* devait permettre aux éleveurs Massai de devenir propriétaires des terres autrefois communes. Lourds à gérer, peu rationnels en fait, la plupart de ces ranches n'ont pas survécu aux premières années de sécheresse.

Après la grande sécheresse de 1974 en Somalie, 120 000 éleveurs de chameaux furent « invités » à quitter leurs troupeaux et à s'installer dans des villages de la côte de l'océan Indien, où l'on espérait les voir se convertir à l'agriculture ou à la pêche. Cette sédentarisation brutale fut un échec. Cette période a surtout été celle des techniciens : les vétérinaires ont mis en place la couverture sanitaire des troupeaux – d'un coût élevé vu la mobilité de ceux-ci –, les ingénieurs ont creusé des forages profonds avec station de pompage. « C'est une logique qui a bénéficié aux plus riches, qui ont pu réduire la main-d'œuvre nécessaire, et aux plus pauvres, qui ont profité de l'eau abondante », commente André Marty, de l'Institut de recherches et d'application des méthodes de développement. Les éleveurs de base, ceux qui gèrent avec finesse le parcours de leur troupeau entre de multiples pâturages et points d'eau, en ont peu bénéficié : le piétinement des nombreux animaux autour de ces forages a fait disparaître la végétation et les forages se sont souvent dégradés faute d'entretien.

À partir de 1975, l'accent a plutôt été mis sur l'organisation des éleveurs. À l'exemple des agriculteurs, ils ont été incités à gérer en commun les points d'eau et les pâturages, les stocks de céréales ou les produits vétérinaires. Encore un schéma venu de l'extérieur, encore un résultat décevant.



Photo Betty Press © Pance Pictures

La mobilité nomade mérite d'être comprise

Reconnaître l'intérêt du pastoralisme

Les troubles qui ont marqué la décennie suivante dans plusieurs pays sahéliens ont été violents et prolongés. La paix conclue, de nouveaux sentiments sont nés : une redécouverte de la spécificité des sociétés nomades et de leur complémentarité avec les sédentaires, une reconnaissance de leur utilité agro-économique et de l'intérêt de la mobilité pastorale pour l'exploitation durable des pâturages arides. Les chercheurs qui avaient depuis longtemps souligné l'impact favorable des pratiques pastorales sur l'évolution du couvert végétal ont enfin été entendus.

Dans des champs différents, la compréhension des enjeux du pastoralisme s'affine. Les modes de vie intermédiaires prennent de l'importance : les familles deviennent le pivot de déplacements plus réduits (Mali, Niger), les activités pastorales sont complétées par l'agriculture (Sénégal) ou par le tourisme (Sahel, Kenya). Des rencontres inter-communautaires visent à reconstituer le tissu social et le dialogue au Mali, un projet qui s'inscrit dans le cadre de la décentralisation. Des parcs et des réserves se créent en Guinée, au Mali (Bafing Falémé) ou au Tchad (Binder Léré) en concertation avec les pasteurs. Le code foncier du Mali s'articule maintenant sur une « charte pastorale » spécifique. En matière hydraulique, le projet *Almy Bahaim* (« de l'eau pour les troupeaux ») vise à doter le Tchad d'un réseau de puits qui prenne en compte l'intérêt de la mobilité du bétail.

Ces initiatives sont récentes, encore dispersées. Elles montrent cependant que quelque chose se lève enfin à l'horizon des nomades. Le droit à la différence, peut-être ?

Pour plus d'informations : IRAM – Parc scientifique Agropolis, bât 14, 34397 Montpellier, France

Les actes du colloque international sur « Les sociétés pastorales en Afrique sahélienne » (Agadez 1997) se lisent comme un roman. À découvrir, donc : Horizons nomades en Afrique sahélienne, sociétés, développement et démocratie, sous la direction de André Bourgeot, Karthala 1999.

Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique.

Sous la direction de I. Scoones. Coédition CTA/Karthala, 1999. 366p. ISBN 2 86537 969 8 N° CTA 957. 40 unités de crédit.

Sarcler, binetter, sarcler...

Les outils et les technologies les plus simples constituent toujours la base de la plupart des activités de production et de transformation agricoles. Après des décennies de vulgarisation, d'ateliers expérimentaux et de petite industrialisation, soyons clairs : on est loin d'avoir mis au point les outils idéaux.

Prenez deux proverbes : « Le travail d'une femme n'est jamais terminé » et « un mauvais artisan blâme toujours ses outils ». Qui oserait contredire le premier, surtout dans le contexte de l'agriculture ACP ?

Le deuxième est plus complexe : après tout, nous sommes tous fiers de notre travail, nous aimons qu'il soit apprécié et nous rêvons d'être considérés comme de bons artisans. Mais si le résultat n'est pas aussi bon que nous le souhaitons, blâmer nos outils, c'est un peu reconnaître l'échec. Il vaudrait nettement mieux améliorer notre technique. C'est l'idéal et nous voudrions tellement qu'il en soit ainsi !

En réalité, c'est bien souvent l'outil qui est responsable de rendements insuffisants dans les champs ou dans les unités de transformation, en même temps que des erreurs dans la programmation des intrants, des récoltes, dans les conditions de conservation, sans compter les éléments imprévisibles de météo. Même de

simples outils manuels sont mal conçus et médiocrement réalisés ; leur usage est donc inefficace. Comme la plupart des petits outils agricoles sont principalement utilisés par les femmes, il n'est pas étonnant que leur travail – d'agricultrices – ne soit jamais vraiment terminé.

Une simplicité trompeuse

Derrière l'apparente simplicité d'une tâche manuelle, comme sarcler des mauvaises herbes ou décortiquer des épis de maïs, se cache souvent un vrai besoin de sophistication. Un outil peut apparaître simple au premier abord, mais pour être efficace, il doit répondre à beaucoup d'exigences : en termes de conception, de solidité, de facilité d'utilisation, de coût, de disponibilité et par-dessus tout d'acceptation culturelle.

Les outils agricoles sont souvent rudimentaires, ce qui masque l'importance de la précision scientifique de leur conception. Prenez une simple houe. Elle appelle une infinité de considérations : la forme du manche et de la main qui va le tenir, la taille, le poids, le centre de gravité, la facilité de manipulation, l'angle de la lame pour attaquer la terre et y pénétrer pour extirper les racines des mauvaises herbes. Ce sont des aspects que de nombreux concepteurs d'outils agricoles et forgerons villageois ont longuement étudié pour produire une houe appropriée. Les houes sont très diverses et varient d'une localité à l'autre dans un même pays et encore plus d'une région à l'autre. Après tout, il a fallu des millénaires d'usage pour mettre au point la houe. Pourtant, quel qu'en soit le modèle, fût-il le plus simple, sa conception est aujourd'hui encore l'objet de controverse. Pour ses utilisateurs, elle peut être aussi parfaite que possible, et il y aurait sans doute beaucoup à dire sur la pertinence scientifique d'une conception basée sur des



Un bon outil déculpabilise les forces.

générations d'usage. Dans ce sens, on peut dire que la « technologie villageoise » est un mélange de bon sens et de raisonnement scientifique et il ne faut pas la disqualifier ou la considérer, comme certains 'modernistes' le voudraient, comme un désir nostalgique de retour à un passé révolu.

Il n'empêche que pour un spécialiste en ergonomie, qui vise à l'utilisation efficace de l'énergie humaine ou animale dans la manipulation d'un outil, cette conception traditionnelle peut être en contradiction avec toutes les règles fondamentales de la physique. Qui a raison, qui a tort ? Le manche doit-il être long et donc permettre à l'utilisateur de garder le dos droit et d'éviter douleur et inconfort, ou le manche doit-il être court et permettre à l'utilisateur courbé de ramasser et de se débarrasser plus facilement des mauvaises herbes déracinées ? La bonne réponse a une grande incidence sur la santé de l'utilisateur, sa vitesse de travail et son rendement (voir encadrés).

Forgerons sans frontières

Les artisans locaux ne manquent pas d'idées pour commercialiser leur production à petite échelle d'outils et d'équipements d'atelier.

Et la promotion sur le Web ? C'est ce que plusieurs petites entreprises ont fait au Cameroun : le Groupe des agriculteurs modernes de Esse (GAME) et le Centre de liaison et d'appui des artisans au Cameroun (CLAAC) exposent désormais fièrement leurs articles sur le site d'Africadev : casseroles, râpes à main, passoires et presses sont à la disposition de tous (équipés d'un ordinateur). À voir ou à acheter. Et pourquoi pas ? Après tout, c'est dans une remise ou un garage que beaucoup de multinationales ont vu le jour.

Visitez : www.africadev.net
GAME, BP 14731, Yaoundé, Cameroun
CLAAC, BP 3723, Douala, Cameroun



Photo Giacomo Piccini © PicturNET Africa



Photo Jeremy Hanley © Picaso Pictures



Photo Helmer Frankefeldt © PicareNET Africa

Une question de formes

Il n'y a probablement pas de houe parfaite. Même si elle est conçue pour répondre parfaitement aux caractéristiques physiques de l'utilisateur, elle peut se heurter à des obstacles liés à la culture ou – de plus en plus – à des changements dans les besoins des utilisateurs. Un peu partout, les caractéristiques physiques des populations rurales évoluent. Des changements alimentaires peuvent avoir une influence sur la taille et le poids, mais

Manche court ou long ?

Une étude récente, par la FAO et le FIDA, sur l'usage répandu de houes à manche court a relevé que beaucoup de femmes se plaignent de fatigue et de douleurs fréquentes. « Il est clair, dit le rapport, que les houes à manche court ont l'avantage d'offrir une meilleure prise aux utilisateurs (trices) pendant qu' ils (elles) sarclent, leur laissant une main libre pour retirer les mauvaises herbes et en secouer les racines ». A l'inverse, on a noté que dans la région centrale du Sénégal, les femmes utilisent des houes à manche long et peuvent ainsi travailler sans se courber. Elles ont pratiquement abandonné les houes traditionnelles qui les obligeaient à travailler accroupies ou assises sur les talons.

Alors, pourquoi les houes à manches longs n'ont-elles pas été adoptées par les femmes dans d'autres pays ? « Partout ailleurs qu'au Sénégal, ajoute le rapport, il y a une croyance tenace que le travail ne peut être bien fait que si le travailleur est plié en deux et armé d'une houe à manche court. Ce type de conditionnement culturel fait obstacle à l'introduction d'outils à manches longs plus confortables, comme les plantoirs, car travailler debout est considéré comme de la paresse ». Au Burkina, un groupe de femmes ont déclaré qu'elles souhaitaient des manches plus longs sur leurs houes, mais que leurs maris s'y refusaient.

c'est surtout la structure de l'âge de la population active qui change. Au cours de ces dernières décennies, la migration vers les villes et l'embauche dans les plantations d'autres zones ou dans l'industrie dans d'autres pays ont considérablement modifié la structure des populations villageoises. De nombreuses communautés rurales sont aujourd'hui surtout composées de femmes, de jeunes et de vieillards. Les implications de ces changements pour la conception des outils agricoles, bien qu'évidentes, sont sous-estimées.

La situation est exacerbée par la brutale intrusion du sida qui décime des populations entières. La disparition de plus de 20% des groupes 'productifs' d'une communauté est dévastatrice pour aujourd'hui et pour demain. Encore une fois – et de nombreuses réunions de spécialistes l'ont souligné récemment – il est urgent de prendre en compte la situation et les besoins des communautés épargnées, notamment concernant le type et la forme des outils qui leur permettront d'assurer leur sécurité alimentaire. L'ergonomie des outils à main destinés à de toutes jeunes filles, par exemple, n'est sans doute pas le sujet de prédilection d'un concepteur industriel, mais c'est un thème qui demandera bientôt, disons même dès maintenant, beaucoup plus d'attention. Sera-t-on capable de relever ce défi ?

De la distribution à la vente

Ces questions de forme ne préoccupaient guère les stratèges agricoles il y a quelques décennies. Dans les années 60 et 70 du siècle dernier, l'accent était mis sur la reproduction de petits équipements en nombre suffisant pour permettre un usage villageois généralisé à un prix accessible. Le but était de supprimer ou au moins d'alléger la pénibilité des tâches de production et de transformation agricoles et d'augmenter la productivité en améliorant l'efficacité et en réduisant les pertes. Des houes aux presses à huile villageoises, des décortiqueuses à main aux moulins à pédales en passant par les voitures à bras et les petits dispositifs de mise en bouteille ou en conserve, la liste est longue. C'était le temps où des guides très détaillés et innovants pour l'époque étaient publiés sur toutes sortes d'équipements simples. Des ouvrages comme le *Village Technology Handbook*, *First Steps to Village Mechanisation* and *Matériels pour l'Agriculture* ont promu des idées nouvelles. Dans de nouveaux modes de transfert de technologies, des concepts d'outils étaient échangés, copiés et adaptés par les forgerons et ingénieurs agricoles dans différents pays en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique et entre ces continents. Des concepts provenant du Brésil, de l'Inde ou du Japon, pour ne citer

que trois des principales sources d'équipements agricoles adaptés, hors du groupe ACP, ont été largement reproduits. La pratique la plus courante jusqu'aux années 90 consistait à subventionner la fabrication et les circuits de distribution des outils en vue de créer un marché qui deviendrait, à terme, viable. C'est cette voie qu'ont emprunté le Centre de la mécanisation et de la technologie agricoles en Tanzanie, la Société africaine d'études de développement (SAED) dans le Sahel, du Burkina Faso au Sénégal, ainsi que de petits ateliers au Swaziland, Mozambique, Ethiopie et Cameroun, par exemple.

Bien souvent cependant, le développement de la capacité industrielle locale a été entravé par un accès insuffisant au crédit tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Des appuis du Centre pour le développement des entreprises et du Projet d'appui au développement de l'Afrique (du Groupe de la Banque

mondiale), entre autres, ont permis de corriger ces défauts.

La concurrence des constructeurs de machines et d'outils des larges marchés comme le sud des Etats-Unis, l'Inde, la Chine et le Brésil est aujourd'hui la principale contrainte.

Dans tous les cas, il s'agit surtout de stimuler la production et l'ingéniosité locales et de faire en sorte que les principales étapes de la mécanisation villageoise soient franchies par le village et non pas au village. Améliorer l'image de la technologie locale en valorisant ses liens culturels et ses solutions scientifiques de bon sens semble être la voie de l'avenir. Cela devrait attirer la créativité et les financements de concepteurs et d'investisseurs sans lesquels la plupart des dispositifs locaux de production et de transformation ne parviendront pas à atteindre les niveaux qualitatifs et quantitatifs requis par le marché et la sécurité alimentaire.



Photo © IRD



Photo R. Guegan © CIRAD

Sésame biologique

■ Les agriculteurs du Burkina Faso ont franchi une nouvelle étape sur la route du bio. Avec le soutien de TROPEX, la Société tropicale des produits export, plus de 3 000 agriculteurs cultivent du sésame biologique. La production totale de la campagne 1999-2000 a atteint 4 000 t, soit une valeur de 2 milliards de francs CFA (3 millions d'h.). Les prévisions pour la saison prochaine sont encourageantes.

Le clou de girofle : le retour

■ Zanzibar produisait 20 000 t de clous de girofle par an dans les années 60. Cette production s'est ensuite ralentie. Tandis que l'Indonésie, sa meilleure cliente, devenait autosuffisante au milieu des années 80, le vieillissement des arbres, les maladies, les sécheresses qui ont sévi dans les années 90 entraînant l'incendie de millions d'arbres ont précipité la chute du girofle. En 1998, sa production n'atteignait plus que 204 t. Elle a repris dernièrement et le clou de girofle se développe à nouveau sur l'île de Zanzibar. Des marchés de niche ont été développés en Inde, en Thaïlande et aux Pays-Bas. Sa production a atteint 10 000 t en 2000. Selon la FAO, la production mondiale annuelle est de 89 500 t.

Le Japon aime les potirons

■ L'année 2000 a été bonne pour les cultivateurs de potirons de l'île de Tonga (Pacifique). Avec une augmentation de 33 %, les exportations ont atteint près de 8 millions de \$ US (8 880 000 h.). Le principal importateur est le Japon, qui s'approvisionne aussi auprès d'autres îles du Pacifique comme le Vanuatu et la Nouvelle-Calédonie.

Un prix pour des innovations en irrigation

■ L'association pour l'irrigation (IA) a lancé un concours d'innovations en technologies d'irrigation pour les petits producteurs. Le lauréat recevra 10 000 US\$ (11 000 h.) offerts par Winrock International. Soumettez vos propositions en anglais (pas plus de 3 pages) avant le 1^{er} octobre 2001.

☞ The Irrigation Association
6540 Arlington Blvd.
Falls Church, VA 22042-6638,
USA
Fax: +1 703 53670 19
Email: smallholderscontest@irrigation.org
Site web: www.irrigation.org/ia/worldbank.html

Commerce régional : des possibilités croissantes



Les épices sont au cœur des échanges depuis toujours.

■ Quand vos fournisseurs et vos marchés traditionnels sont à 5 000 ou 10 000 kilomètres, il est raisonnable de chercher à développer un commerce plus près de chez vous – même si vos voisins sont à un ou deux jours de bateau.

Prenons l'exemple des producteurs et des marchands des îles de l'océan Indien (les Comores, Madagascar, Maurice, la Réunion et les Seychelles). Le commerce inter-îles ne représente actuellement que 3 % de leurs échanges commerciaux et il y a beaucoup à faire pour le développer tout en respectant des normes de qualité conformes à celles du commerce international.

Les économies des Comores et de Madagascar sont dominées par une activité agricole axée sur

le marché national ; il y a pour elles bien des opportunités d'exportation à saisir. Les autres îles sont plus ouvertes au marché international mais aussi très dépendantes de l'importation de produits alimentaires, en partie à cause du développement du tourisme haut de gamme. Elles pourraient réaliser des économies significatives en important des îles voisines, et non plus de Chine, d'Europe, d'Inde, du Kenya ou d'Afrique du Sud.

La difficulté est toutefois de garantir la qualité des produits et la fiabilité de la chaîne de distribution, en particulier dans le sous-secteur de la transformation des produits périssables (poisson, viande, fruits et légumes). Comment développer et renforcer les

petites entreprises de commerce inter-îles était le thème du séminaire organisé en mars 2001 dans la capitale malgache Antananarivo par le CTA, le Bureau international du travail et le Programme régional intégré pour le développement des échanges commerciaux (PRIDE). Les enquêtes préliminaires sur le commerce actuel, par produit et par pays, ont ouvert des perspectives sur des produits finis et des méthodes qui peuvent être intéressants pour d'autres groupes d'îles.

Les trente participants à ce séminaire ont demandé une meilleure harmonisation des normes sanitaires et de qualité des aliments, la suppression des droits de douane et un meilleur accès à l'information sur les marchés. C'est sur ce dernier point qu'on serait le plus avancé, si les diverses initiatives de réseaux régionaux d'information, une fois opérationnelles, étaient plus étroitement intégrées et si les organisations régionales jouaient plus activement leur rôle. Il est clair qu'en travaillant ensemble à augmenter les exportations des uns vers les autres, les cinq pays concernés amélioreront leur capacité commerciale sur le marché régional et mondial.

☞ PRIDE
BP 34
Antananarivo 101,
Madagascar
Fax : + 261 20 22 64136
Site Web: www.coi-info.org/pride

La bataille du bois dans les Iles Salomon

■ Fin 2000, la première cargaison d'éco-bois issu des forêts de la zone du Lagon de Marovo aux Iles Salomon atteignait l'Australie. Cette nouvelle « voie éco-exportatrice », qui s'est ouverte alors même que des compagnies forestières étrangères poursuivent leur abattage destructif, marque une étape dans la bataille du bois tropical du Pacifique.

Dans les années 80 et 90, alors que les rendements en bois tropicaux de l'Indonésie et de la Malaisie s'épuisaient, les entreprises forestières asiatiques et australiennes ont commencé à explorer d'autres territoires, faisant des forêts vierges des Iles Salomon leur nouvelle cible. Des



Une forêt sous surveillance.

milliers d'hectares étant coupés à blanc chaque année, les communautés locales ont cherché des solutions pour protéger leurs forêts tout en assurant à la population des ressources à long terme. Le FSC, une organisation internationale qui se positionne, en tant que conseil en gestion

forestière, contre la destruction des forêts, fait alors figure de contre-pouvoir politique. En 1997, un premier chargement d'éco-bois certifié par cet organisme quittait les îles pour l'Australie.

41 000 hectares d'éco-bois sont aujourd'hui certifiés par le FSC. L'exportation est limitée à 1 000 m³ par an, mais les revenus correspondants restent essentiels pour les communautés locales. Le nouveau gouvernement des Iles Salomon n'a pas pour l'instant fait appliquer la nouvelle loi forestière qui prévoit une réduction de l'abattage industriel et qui devrait concourir à assurer la gestion durable des forêts.

Quand la famine menace au Congo

■ La République démocratique du Congo est confrontée à de sérieuses pénuries alimentaires. Elles sont dues aux ravageurs et aux maladies qui affectent particulièrement le manioc depuis plusieurs années de guerre civile. Le manioc constituant la nourriture de base de 70 % de la population, c'est donc la sécurité alimentaire de tout le pays qui est en jeu. En décembre 2000, une équipe de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) basé au Nigeria s'est rendue au Congo occidental. Leur mission a révélé que tous les ravageurs ou maladies du manioc pouvaient être rencontrés, le virus de la mosaïque apparaissant toutefois comme le problème majeur. L'IITA a développé au fil des ans plusieurs variétés résistantes, mais



Les nouvelles variétés arrivent.

leur diffusion a été impossible du fait de l'état de guerre existant au Congo.

Avec le soutien de la FAO, l'Unité des secours d'urgence et le laboratoire de cultures de tissus de l'IITA vont produire du matériel végétal indemne et gratuit, ce qui évitera les procédures habituelles de quarantaine. En République démocratique du Congo, l'Institut national de recherches agronomiques a introduit 200 nouvelles variétés expérimentées par l'IITA. Celles qui s'adapteront le mieux aux conditions locales seront multipliées et distribuées aux paysans. À cette fin, deux pépinières sont en cours d'équipement près de Kinshasa.

IITA
PMB 5320
Ibadan,
Nigeria
Fax : +234 2 241 22 21
E-mail: IITA@cgiar.org

Ensemble, produire plus ...

■ SACRED-Africa est une jeune ONG kenyane (voir *Spore* 82, p. 14) qui développe un programme d'amélioration des cultures intercalaires maïs - légumes qui puisse être rapidement adopté par les agriculteurs. Ce programme s'appelle MBILI, ce qui signifie « deux » en swahili et en anglais « gérer les avantages des cultures de légumes intercalées » (Managing Beneficial Interactions in Legume Inter-crops). Il s'agit d'améliorer le rendement des cultures de légumes comme les haricots, les pois et les arachides, en les intercalant avec le maïs.

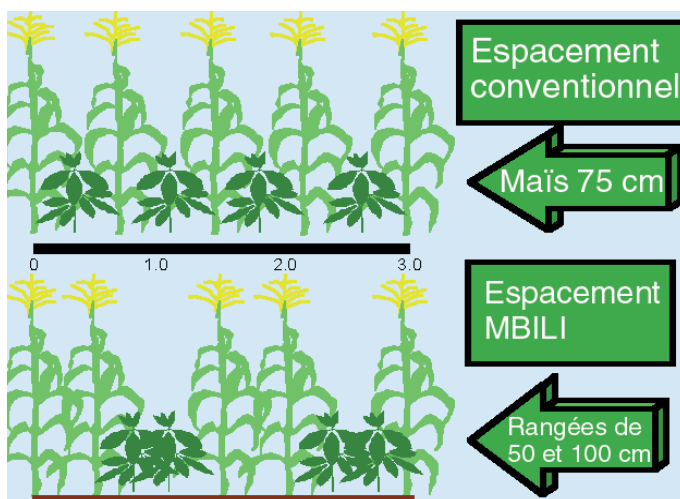
Le principe de base consiste à planter alternativement une rangée de maïs et deux rangées de légumes. Ce procédé crée de meilleures conditions de lumière et de sol pour les plantes les plus basses tout en préservant les autres plantes. Le champ expérimental de SACRED a permis de comparer les performances de différents légumes en association avec le maïs, en utilisant ou non l'engrais local DAP, ainsi que les rendements en monoculture. Ces essais indiquent que, sans engrais, les deux rangées MBILI peuvent améliorer le rendement des légumes et la récolte totale de plus de 13% par rapport à une culture intercalaire avec une seule rangée de maïs et de légumes. Les légumes qui demandent plus de

soleil, comme les pois et les arachides, sont les plus performants. Si les agriculteurs peuvent ajouter de modestes doses d'engrais DAP, le rendement peut être amélioré de 20% supplémentaires. S'ils se maintiennent, ces résultats pourraient être intéressants, bien que de telles performances soient fréquentes dans les champs expérimentaux. SACRED recommande de rester réaliste en interprétant les résultats. Dans de nombreux cas, même des investissements modestes sont difficiles pour les agriculteurs. Le véritable test sera de voir si les paysans adoptent

MBILI à grande échelle et sont prêts à adapter leurs pratiques culturelles en conséquence.

SACRED AFRICA
PO Box 2275
Bungoma
Kenya
Fax: +254 33 72 02 35
E-mail: sacred@africaonline.co.ke
Site Web: www.acts.or.ke/sacred

Plantés sur deux rangées en alternance avec du maïs, les légumes disposent de plus d'espace et de lumière.



Subventions

■ Le Bureau néerlandais de l'IUCN gère un programme de subventions d'un montant maximum de 75 000 \$ US (83 681,25 h). Elles sont attribuées dans 26 pays à des projets mis en œuvre par des ONG locales dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des zones humides. Parmi les ACP, le Bénin, le Cap Vert, le Ghana, le Mali, le Mozambique et le Sénégal sont concernés. Les demandes doivent être soumises chaque année avant les 1^{er} mars, 1^{er} juillet et 1^{er} novembre.

IUCN - SWP
Plantage Middenlaan 2B
1018 DD Amsterdam,
Pays-Bas
Fax : +31 20 627 9349
E-mail : henri.rogger@nciucn.nl
Site Web : www.wetlands.nl

Cliquez sur l'Horizon !

■ Pour tout savoir sur une grande variété de programmes réussis et bien documentés du monde entier, visitez Horizon Solutions-Site sur Internet. Parmi les exemples présentés, la lutte contre le striga au Sahel, la production de fèves au Nigeria et la gestion villageoise des ressources marines au Vanuatu. Les études de cas sont validées par un comité scientifique international. Solutions-Site (en anglais seulement) bénéficie de l'appui de l'Unicef, du CRDI, du PNUD, du PNUE et de l'Université de Yale.

Site web : www.solutions-site.org

Un prix au Malawi

■ Elizabeth Minofu, une scientifique du Malawi, a reçu de la Banque mondiale et du Club Afrique du FMI le prix 2000 pour la sécurité alimentaire. Ce prix récompense ses travaux sur la sélection de variétés de maïs à pollinisation spontanée. Peu coûteuses, ces variétés ont un bon rendement et elles peuvent être réutilisées durant trois ans, ce qui évite aux petits paysans l'achat annuel de semences.

Comblez le fossé technologique

■ Un atelier sur les politiques de recherche et de technologie pour le développement s'est tenu à l'Université du Ghana, à Legon, à la fin de janvier 2001. Il avait pour but de favoriser le dialogue ACP-UE sur ces politiques et ses conclusions ont souligné l'importance cruciale du développement des capacités institutionnelles dans les pays ACP dans ce domaine. Le CTA a été sollicité pour être le point focal d'un groupe de travail ACP sur la science et la technologie.

Les rives du lac réduites en poussière

■ En 38 ans, le lac Tchad s'est réduit de 95%. Un déclin graduel des précipitations depuis les années 60 et une augmentation de la consommation d'eau, particulièrement pour l'irrigation, sont les causes de cette baisse. En 1980, un financement international a permis de mettre en place des dispositifs d'irrigation par diversion des eaux du Chari et du Logone, qui charrient 90% des eaux alimentant le lac Tchad. Aujourd'hui, la superficie du lac représente un vingtième des 25000 km² des années 60 ; 20 millions de personnes, dans sept pays riverains, dépendent du lac pour leurs besoins en eau.

Deux semaines pour le développement rural

■ L'organisation néerlandaise Agromisa propose trois fois par an deux semaines pédagogiques consacrées à la participation au développement rural. La « Semaine A » est une série de cours d'initiation, suivie par la « Semaine A + » dont le programme plus pratique intègre tous les aspects concrets facilitant l'élaboration de plans de développement participatifs et collectifs. Ces deux semaines successives sont proposées à trois périodes : en juin, du 24 septembre au 5 octobre et du 14 au 25 janvier 2002.

📍 Agromisa
BP 41
6700 AA Wageningen,
Pays-Bas
Fax : + 31 317 419 178
E-mail : agromisa@wxs.nl
Site Web : www.agromisa.org

Vous avez la parole...

■ Rejoignez l'un des 16 forums de discussions et d'échanges par courrier électronique de Conserve Africa International (CAI). Partagez des informations et commentez divers points de vue dans ces forums qui couvrent les thèmes liés à l'environnement et au développement durable en Afrique, qu'il s'agisse de l'alimentation, du tourisme, de l'énergie, de plantes médicinales ou de questions de conservation.

Cette initiative a été lancée au Kenya en mai 2000 dans la foulée de la Conférence des parties de la Convention (COP-5) sur la biodiversité. Pour vous abonner, visitez le site de CAI ou contactez :

📍 E. Rukangira, CAI
PO Box 19648
Nairobi,
Kenya
Fax : + 254 2 257 159 22
E-mail : ernestruka@yahoo.com
Site Web :
www.conserveafrica.org

Beaucoup de bruit pour presque rien ?



Un marché qui fait les gros titres des journaux.

■ Le commerce, surtout à l'échelle internationale, révèle rarement le meilleur de nous mêmes. La compétition peut être sauvage et quand la survie économique est en jeu, casser les prix marche mieux que la meilleure campagne de promotion. C'est une dure empoignade et la perte de solidarité entre les nations en est une triste séquelle.

L'Union européenne a annoncé récemment la suppression de tous les quotas d'importation et taxes sur les produits des 48 pays les moins avancés (beaucoup de PMA sont des pays ACP). Cette mesure a pris effet le 9 mars 2001 dans un concert de louanges, du moins en Europe, mais il semble qu'on soit loin d'un effet mondial. Beaucoup de PMA bénéficiaient déjà d'un libre accès pour de nombreux produits et de quotas préférentiels sur des produits phares comme les bananes. En 1998, la valeur totale

des droits de l'Union européenne sur les produits en provenance de tous les PMA s'élevait à environ 7 millions h, essentiellement sur une poignée de produits provenant de l'agriculture tempérée : du maïs, quelques fromages, du bœuf, de la banane, du riz, du sucre et des produits dérivés du sucre. Les fournisseurs actuels, principalement dans les pays ACP, ne sont pas très heureux de la concurrence d'autres PMA, dans le groupe ACP ou ailleurs.

Les 7 millions h d'économies permettront-ils de baisser les prix à la consommation, donc de stimuler la demande, et finalement favoriser les producteurs ? Tout dépend de ceux qui maîtrisent la chaîne de distribution. Il ne fait pas de doute que plusieurs produits provenant de certains pays sont désormais plus compétitifs sur le marché européen. Mais, deman-

deront les finauds, pourquoi tant de bruit puisque l'OMC est en train d'abolir toutes les taxes à l'importation de toute façon ?

Peu importe. La portée réelle de cette décision réside dans son effet d'entraînement, son 'impact dynamique'. On espère que certaines exportations de PMA seront tellement dynamisées par les nouvelles perspectives de vente sur le marché européen qu'elles vont inciter les PMA à produire et à vendre davantage et à gagner les marchés nord-américains qui ont récemment aussi baissé leurs tarifs douaniers pour les PMA.

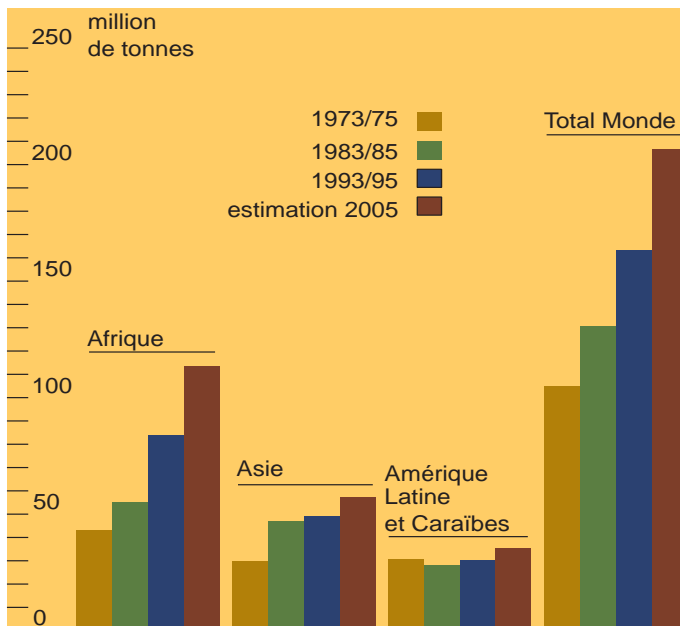
Soit, mais cela ne se fera sûrement pas sans gros investissements dans la capacité productive de plusieurs PMA. Les exportateurs de bœuf malgache, par exemple, sont aujourd'hui devant une porte grande ouverte, mais sans bêtes disponibles à la vente. Sans compter la cacophonie de protestations des fournisseurs favorisés d'avant le 9 mars, qu'il s'agisse des omniprésents producteurs de bananes, des producteurs de canne à sucre dans les petites îles ACP ou en Europe, ou des producteurs de riz ACP. La libéralisation de ces trois filières se fera plus en douceur puisque l'accès libre est prévu seulement en 2006 et 2009. Mais au-delà des grognements et des coups bas, même entre pays ACP, la véritable leçon à tirer est que, en matière de commerce, il faut penser loin pour aller de l'avant. Cela vaut bien 7 millions h de la poche des contribuables européens ? Merci UE.

Tendances de la production de manioc

■ La production mondiale de manioc devrait augmenter de façon continue au cours des cinq prochaines années, avec l'Afrique comme leader. Cinq pays – le Brésil, la République démocratique du Congo, l'Indonésie, le Nigeria et la Thaïlande – assurent près de 70 % de la production mondiale.

En 1996, la FAO avait prévu qu'au cours de la période 1996-2050, la production augmenterait de plus de 700% dans les 21 pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est où le manioc est l'aliment de base.

Source: FAO



Un droit plus féminisé, SVP!

■ La question du genre progresse de manière presque satisfaisante dans le domaine de l'agriculture, une fois que les nombreux obstacles ont été aplanis avec soin. Les décideurs reconnaissent que les femmes jouent un rôle clé dans le développement agricole. Il y a même des hommes très sensibles à cette question et désireux de modifier en conséquence leur comportement professionnel.

Mais toutes les avancées réalisées par les femmes, ou par des hommes et des femmes en faveur des femmes, ne seront pas suffisantes si elle ne se concrétisent pas dans le droit, confortées, gardées et protégées. Prenez le droit des femmes à la terre, leurs droits à hériter, leur accès au financement et leur sécurité en tant que conjoint, aucun de ces droits n'a de traduction juridique dans la plupart des pays ACP.

Voilà ce qui s'est dit au séminaire organisé fin février 2001 à Kampala (Ouganda) par le CTA, le ministère de la condition féminine d'Ouganda et les agences autrichienne et allemande de développement. Le thème en était la révision des cadres juridiques dans la perspective du renforcement de la condition économique et du rôle des femmes dans l'agriculture et le développement rural.

Le problème clé dans bien des pays ACP réside dans la dualité du droit. Il y a dans chaque société un droit coutumier, souvent discriminatoire à l'égard des femmes. La colonisation a imposé par-dessus un droit colonial, mais les constitutions actuelles prévoient souvent la prééminence du droit coutumier. La plupart des pays d'Afrique orientale et australe ont hérité un système fondé

sur la *common law* anglaise, mais dans cinq pays d'Afrique australe (Lesotho, Namibie, Swaziland, Afrique du Sud et Zimbabwe) s'ajoute le droit romain hérité de l'influence néerlandaise. Ailleurs, dans l'Afrique francophone et les Caraïbes francophones ou dans les pays lusophones, l'équation est aussi complexe même si les termes en sont différents.

Si les outils de la discrimination différent d'un pays à l'autre, les solutions sont souvent semblables : il s'agit de travailler ensemble à un environnement juridique favorisant l'égalité des femmes. Le rapport du séminaire comportera des études détaillées par pays. Dix femmes membres de conseils locaux ont présenté des exemples réconfortants de l'Ouganda, pays hôte du séminaire. Elles ont expliqué les progrès des femmes en matière de codification de droits fonciers avec les maris, et les normes garantissant un bon degré de représentation des femmes dans toutes les instances de décision.

Cette question de la représentation est essentielle dans la mesure où c'est de plus en plus du parlement que doit venir l'impulsion de réforme du droit. Il faut une offensive « féministe », une éducation patiente et continue fondée sur des arguments solides, pour susciter l'attention favorable des députés et des fonc-



Photo Bernard Faivre © Louma productions



Photo Bernard Faivre © Louma productions

Ces membres d'une coopérative au Mozambique partagent la terre, mais ailleurs, c'est souvent les maris qui ont tous les droits sur le sol.

tionnaires de l'appareil juridique. Quand le droit existant comprend des dispositifs permettant de faire sauter des verrous grâce à des cas d'école, tels que l'aide juridique légale pratiquée en Afrique du Sud, il faut les exploiter à fond. Soixante responsables politiques, représentants d'ONG, juristes de 14 pays et les institutions internationales les soutenant, se sont accordés sur le fait que ce séminaire n'était pas qu'une étape, mais un grand pas dans la bonne direction. La mise en réseau des expériences et des études de cas doit bien entendu se poursuivre tant que le droit n'est pas réformé.

A lire aussi :

Le rôle économique des femmes dans le développement agricole et rural : promouvoir les activités génératrices de revenus (*En point de mire*). Grace Akello et Fatou Sarr. CTA. 2000. CTA N° 980. O unités de crédit.

Nous demandons aux abonnés PDS d'utiliser leurs bons de commande.

Congrès mondial

■ Une agriculture fondée sur des techniques de gestion durable des sols, tel est le thème du Congrès mondial qui se tiendra du 1^{er} au 5 octobre 2001 à Madrid (Espagne). Organisé par la FAO et la Fédération européenne d'agriculture durable (European Conservation Agriculture Federation - ECAF), il traitera en particulier des cultures de couverture, des techniques de non-labour et de semis directs dans différentes conditions climatiques, et de leurs avantages agronomiques, économiques et environnementaux. Le tout en trois langues : français, anglais et espagnol.

ECAF Congress Secretariat
Apdo. 4084
14080 Cordoba,
Espagne
Fax : +34 957 76 07 97
E-mail : conservation.
agriculture@ecaf.org
Site Web : www.ecaf.org

La papaye soigne la volaille

■ Les chercheurs de l'Université de Dschang (Cameroun) ont découvert qu'en diluant des graines de papaye on peut traiter les volailles ayant des infestations gastro-intestinales provoquées par *Heterakis sp.* et *Eimeria sp.* Séchées au soleil pendant deux semaines, les graines sont ensuite réduites en poudre et diluées dans l'eau (10 g par litre). Une dose de 0,2 ml est ensuite administrée à chaque poule. Après le traitement, le nombre d'œufs et d'ococytes de parasites diminue sensiblement dans les excréments.

M Mpoame et LI Essombain
Faculté d'Agronomie et des
Sciences agricoles
Université de Dschang
BP 222
Dschang,
Cameroun
Fax : + 237 45 14 36

Belize dopée aux légumes secs

■ En 2000, les exportations de légumes secs de Belize ont atteint 2,6 millions h, principalement vers les pays de la CARICOM où ils constituent une nourriture de base. Avec le soutien du Brésil, le gouvernement a lancé un programme de développement de l'industrie du soja. D'un coût de 10,5 millions de dollars (11,65 millions h), ce programme vise à accroître la production, la transformation et la commercialisation des fèves de soja. Une unité de prétraitement de fèves rouges et noires a été inaugurée à Spanish Lookout en février 2001. Des négociations sont en cours pour l'exportation de légumes secs vers la Jamaïque.

Riz moins doré

■ La publicité de début 2001 pour le 'riz doré' (Golden Rice), génétiquement enrichi en vitamine A, et pour ses promesses de réduction de la cécité infantile a ravivé l'intérêt pour les vaccins comestibles. Ce riz est jaune en raison de l'addition d'un gène tiré d'une jonquille (*Narcissus pseudo-narcissus*), mais son producteur, Syngenta, l'a depuis lors retiré du devant de la scène.

Compte tenu du faible taux de provitamine A dans une ration quotidienne de 300 g de riz, il est clair, dit Gordon Conway de la Fondation Rockefeller, que le riz doré ne peut pas être considéré comme la « solution aux problèmes de carence en vitamine A. On parlera plutôt d'un excellent complément aux fruits, légumes et produits animaux dans le régime alimentaire ainsi qu'à divers ali-

ments enrichis et compléments vitaminiques ». Syngenta continue de travailler pour partager cette technologie avec des chercheurs d'institutions publiques, avec le soutien de la Fondation Rockefeller. En tout, les chercheurs travaillent sur plus d'une trentaine de ces vaccins comestibles, mais les problèmes de dosage, de mode d'administration, de disponibilité et de coûts s'avèrent épineux.

Conquérir et apprendre l'émancipation

Pour participer au processus de formulation des politiques agricoles, il est nécessaire d'acquérir de nouvelles compétences en analyse et en organisation. Examinons l'offre.

Si vous décidiez d'améliorer vos capacités, par quoi commenceriez-vous ? Le fait que vous ayez pris cette décision est déjà le meilleur des signes, mais il y a tant de possibilités que le véritable défi, c'est de trouver le bon parcours. Si vous commencez par vous renseigner autour de vous, en un jour ou deux, vous aurez déjà trouvé une centaine de possibilités. Si vous allez sur Internet, vous pourrez trouver un demi-million de réponses pour 'améliorer les capacités'. Déjà perdu ? Première leçon : apprenez à être sélectif, à trouver et à emprunter la voie la plus directe de A vers B, et à vous fier à votre propre jugement. Devenez un vrai nomade des réseaux d'information. Faites comme les nomades : n'erez pas sans but mais allez directement vers les lieux et les gens qui semblent les plus prometteurs.

La première escale évidente est l'**African Capacity Building Foundation** (ACBF) qui travaille dans le cadre du Partenariat pour le développement des capacités en Afrique (PACT). Créé en 1991, cet organisme bilingue français-anglais a étendu ses missions en 1999 pour servir le secteur public, le secteur privé et la société civile. Un de ses thèmes de prédilection est le renforcement des interfaces entre le secteur privé, le secteur public et la société civile et l'amélioration de l'efficacité des organisations de la société civile. *Contact : African Capacity Building Foundation, PO Box 1562, Harare, Zimbabwe. Fax : +263 4 702915 ; E-mail : root@acbf.co.zw* L'ACBF développe des programmes d'appui à la formulation des politiques au niveau national et régional à travers l'Afrique et elle est elle-

même soutenue par une série d'institutions internationales. Créée par les gouvernements, l'ACBF manque quelquefois de familiarité avec les organisations de la société civile qu'elle est supposée servir, mais en persévérant avec une bonne approche en réseau, vous en obtiendrez des informations intéressantes si vous la contactez.

Branchés sur les ONG

Le Centre de recherche et de formation INTRAC est une ONG internationale créée également il y a une dizaine d'années, mais beaucoup plus proche des besoins spécifiques des organisations non gouvernementales et de la société civile.

Si vous redoutez la perte de liberté et d'autonomie qui peut être liée à un engagement dans la sphère politique, soyez assuré qu'INTRAC défend « les ONG comme acteurs indépendants » et veille « à protéger et à promouvoir » les valeurs portées par les ONG : justice sociale, émancipation et participation des plus pauvres et marginalisés. L'INTRAC propose une série de cours sur mesure sur tous les aspects des organisations, en collaboration avec différents organismes, en portugais, en espagnol, en anglais, et, dans une moindre mesure, en français. De plus, elle édite une belle série de publications axées sur la thématique du développement des capacités : finances, confiance en soi, codes de conduite dans les relations avec le secteur privé. Le bulletin ONTRAC est un espace de découverte d'opportunités et de rencontre avec d'autres organisations. Malgré son fort tropisme « Sud », INTRAC est situé au Nord : *INTRAC, PO Box 563,*

THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

About ACBF

- Profile
- PACT Initiative
- Background
- Facts & Figures

Publications [pdf]

- Annual Report 1999
- Quarterly Newsletter
 - Jan. - Mar. 2001
 - Nov. - Dec. 2000
 - Sep. - Oct. 2000
 - Jul. - Aug. 2000
 - Apr. - Jun. 2000

Vacancies

- ACBF Vacancies

The Executive Secretary
The African Capacity Building Foundation
Southampton Life Centre
P.O. Box 1562
Harare, Zimbabwe
Telephone: 702931/2, 790398/9, 700208
Fax: +(263-4) 702915

Mission Statement
We build sustainable human and institutional capacity for poverty reduction in Africa.

Site Statistics
Since September 26, 2000
This page has been visited 5989 times
You are 1 of 1 current visitors

Best viewed using IE5 at 800 x 600

Copyright © 2000 African Capacity Building Foundation
comments to webmaster@benau.co.zw

Site Designed and Maintained by Benau Zimbabwe

Oxford OX2 6RZ, England. Fax : + 44 1865 201852 ; E-mail : intrac@gn.apc.org ; Site Web : www.intrac.org.

Un autre portail vers le monde du développement des capacités est l'organisation 'virtuelle' appelée **Capacity.org** qui propose en ligne (www.capacity.org) une profusion d'informations et de liens.

Expériences nationales

L'**InterAfrica Group** est très bien informée sur les tenants et les aboutissants de la construction de partenariats dans la région et au-delà. Son service de réseau des ONG est une puissante source de contacts et d'expériences. (*PO Box 1631, Addis Ababa, Ethiopia ; fax : +251 1 517554 ; E-mail : iag@telecom.net.et ; Site Web : www.interafrica.org*)

Le développement des capacités est devenu un thème si important qu'il n'est pas étonnant que les services de conseils pour les ONG et organisations de la société civile se multiplient. L'un d'entre eux mérite d'être distingué pour son ouverture et son caractère participatif : c'est le programme régional de coopération **OLIVE** (*21 Sycamore Road, Durban 4000, South Africa. Fax : +27 31 20 52 114 ; E-mail : learning@oliveodt.co.za ; Site Web : www.oliveodt.co.za*)

Le journal *Development in Practice* (NB : articles résumés en français), un forum essentiel pour tous ceux qui travaillent sur le développement des capacités, propose une excellente bibliographie, ouverte et honnête, et un guide opérationnel qui fournit la liste des organisations qui travaillent sur ce thème à travers le monde, dans différentes langues. *Development, NGOs and Civil Society* est disponible sur le site

du journal : www.developmentinpractice.org/readers/NGOs/biblio.htm

De nombreuses organisations qui travaillent dans le développement des capacités prospèrent grâce à un travail de réseau actif, en se reliant aux autres organisations dans un esprit de coopération véritable pour échanger des expériences. Vous pourriez en faire autant et en tirer les mêmes bénéfices, alors montrez votre ouverture et votre esprit de partenariat ! Certains sont meilleurs que d'autres dans ce domaine, comme les organisations membres des comités régionaux des associations de développement. Leurs buts proclamés indiquent qu'elles « visent à fournir des orientations positives en matière de décision politique ». Elles constituent une mine de compétences et de ressources.

Les secrétariats régionaux pour les principales zones ACP sont :

ADIPA (Association of Development Research and Training Institutes of Asia and the Pacific)
c/o APDC, Pesiara Duta
P.O. Box 12224
50770 Kuala Lumpur - Malaysia
Fax : + 603 651 03 89 ;
E-mail : adipa@p.jaring.my

AICARDES (Association des instituts et centres arabes de recherche pour le développement économique et social) c/o IEQ, 27 rue du Liban, Tunis Belvedere, Tunisie.
Fax : +216 1 78 70 34 ;
E-mail : ieq@ieq.com.tn

CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique)
BP 3304, Dakar, Sénégal
Fax : +221 8 24 12 89 ;
E-mail : codresdo@telecomplus.sn

OSSREA (Organisation for Social Science Research in Eastern and Southern Africa) P.O. Box 31971, Addis Ababa, Ethiopia
Fax : +251 1 55 13 99 ;
E-mail : ossrea@telecom.net.et ;
Site Web : www.ossrea.org

Publications

Vendre des livres là où il n'y a pas de marché

Voici un guide pratique de marketing de livres à l'usage des organisations qui ne font pas de l'édition leur fonction principale. Souvent obnubilées par leur noble mission, ces organisations échouent dans leurs initiatives d'édition, car elles ne savent pas comment 'identifier les besoins du marché et y répondre'. En conséquence, elles publient des piles de livres pour lesquels il n'y a pas de demande ou elles passent à côté d'excellentes opportunités de faire passer leur message et de stimuler leurs ventes.

Les huit chapitres du livre explorent les mécanismes du marketing et du marché : comment faire un plan de marketing (y compris avec une mention dans *Spore*), estimer les tirages, les ventes, planifier les aspects financiers et stratégiques.

Les chapitres consacrés aux nouvelles techniques de vente sur Internet, aux questions de droits, de coédition et de relations avec les distributeurs sont particulièrement utiles. On y trouve également des informations de base sur ce qu'est un compte de résultats (pourquoi n'y a-t-il rien sur les bilans ?) et même un tableau détaillé pour cal-

culer le bon prix de vente et établir les remises pour les revendeurs.

C'est un ensemble de conseils didactiques combinés avec une synthèse de l'expérience de l'auteur en matière de vente de livres et avec quelques remarques spécifiques sur les possibilités de subventions et de coédition. Cet outil solide sera utile partout, mais il est un peu trop orienté vers le contexte économique et culturel de l'Afrique orientale et australe, qui sont des régions où l'industrie du livre et l'accès à Internet sont bien développés. Il contient des exemples similaires dans les Caraïbes. Les candidats éditeurs en dehors de ces régions pourraient avoir le sentiment que leurs besoins spécifiques, leurs potentiels et leurs handicaps n'ont pas beaucoup été traités. L'absence de mention des colporteurs ou vendeurs ambulants en Afrique de l'Ouest est un exemple des omissions qu'une seconde édition de cet ouvrage pourrait corriger.

Il n'y a pas tout à fait dix ans que l'auteur du présent article, dans un rapport au CTA sur les publications techniques en Afrique, a comparé l'offre et la demande de



publications à « des bateaux qui se croisent sans se voir dans la nuit » et ce livre fait référence à des situations similaires aujourd'hui. Beaucoup de bonnes choses sont intervenues depuis dans le domaine de l'édition dans les pays ACP, notamment l'arrivée d'éditeurs et de libraires dynamiques et indépendants et la création d'associations. Le réseau des éditeurs africains (APNET) a désormais une petite sœur caribéenne et une autre association est en gestation dans le Pacifique, alors que l'association panafricaine des libraires s'est affirmée comme un partenaire plein de vigueur. Cependant, parmi ces professionnels, très peu se sont intéressés à l'agriculture et au développement rural, car ils considèrent qu'il n'y a pas de marché viable dans ce secteur. Le guide de Bridget Impey aidera les communicateurs et les éditeurs à adopter un positionnement commercial pour développer ce marché. Un jour, le marché sera viable, et cela d'autant plus vite que chaque éditeur se procure le livre, dès maintenant.

Guide pratique de marketing et promotion des publications sur le développement agricole et rural
B Impey, Coédition INASP-CTA. 2000.
80 pp. ISBN 92 9081 235 4
N° CTA 1027. 10 unités de crédit

Pour les non-abonnés au PDS:
GBP 11,95 • h 19,80 plus GBP 5
• h 8,30 pour frais de port.
Distribué par African Books
Collective, 27 Park End St, Oxford
OX1 1HU, UK
fax: +44 1865 793298
E-mail:
abc@africanbookscollective.com
Site Web :
www.africanbookscollective.com

Les arbres du parc



Le terme 'parcs agroforestiers' se réfère à un système d'utilisation des terres courant en Afrique, dans lequel les arbres sont systématiquement conservés sur des terres cultivées ou récemment mises en jachère. Les arbres sont partie intégrante de ces systèmes agroforestiers qui combinent cultures et production animale ; ils fournissent du com-

bustible, du fourrage, des aliments, des remèdes et autres produits.

Ce livre fait le bilan de notre savoir sur les parcs forestiers et des expériences qui rendent compte de leur gestion sous les angles biophysiques, socioéconomiques et politiques. Il identifie les besoins en termes de recherche et les possibilités d'améliorer la gestion, la protection et le développement de ces systèmes. L'accent est surtout mis sur les parcs agroforestiers en Afrique de l'Ouest avec quelques références aux autres régions.

Les parcs agroforestiers en Afrique subsaharienne
Cahiers FAO Conservation 34, 2001.
280 p. ISBN 9252043764
US\$ 24 • h 25,30
FAO Sales and Marketing Group
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, ITALIE
Fax: +39 06 57 05 33 60
E-mail: publications-sales@fao.org

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Paroles d'Afrique

Si vous avez jamais douté de l'utilité des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement local, ce livre est pour vous. Il s'articule autour de plus d'une dizaine d'expériences pratiques racontées par des agents et animateurs de développement. Parmi les thèmes abordés, notons les opportunités et les défis d'Internet en Afrique, le développement d'Internet au Bénin, l'utilisation de la vidéo comme outil d'évaluation participative au Malawi, le rôle des TIC dans la lutte contre la pauvreté en Zambie. On y trouvera également une petite sélection de sites Web consacrés aux organisations de la société civile en Afrique.

Par manque de moyens, les éditeurs n'ont pu publier ce livre qu'en version anglaise. Mais si vous pouvez surmonter l'obstacle de la langue, cela en vaut franchement la peine.

ICTs in development. *Série Words from Africa*, numéro 9. *Service de liaison non-gouvernemental (NGLS). Nations Unies, Genève. 2000. 119 pages. Gratuit NGLS, Palais des Nations, 1211-Genève 10, Suisse Fax : + 41 22 917 0049 E-mail: nglis@unctad.org Website: www.unsystem.org/nlgs*

Participation virtuelle

Ce CD-ROM accompagne et complète l'édition imprimée des actes d'un séminaire sur le développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne, qui s'est tenu fin 1999 à Dakar (Sénégal) (voir *Spore* 90, p. 12).

C'est une excellente illustration de la façon dont la technologie électronique peut être utilisée pour donner un caractère interactif à l'information, plutôt que de se contenter d'une simple promotion d'une organisation: le CD-ROM comprend les textes, les illustrations et l'enregistrement sonore des présentations faites au cours du séminaire, plus un panorama de toutes les recherches sur le sujet ainsi que des liens avec d'autres travaux et publications pertinents. Si vous vous intéressez au sujet et n'avez pu assister au séminaire, pas de problème, vous disposerez d'une information au moins aussi intéressante que si vous y aviez assisté.

Pour un Développement Durable de l'Agriculture Irriguée dans la zone Soudano-Sahélienne. Coédition CORAF, Cirad, Coopération française et CTA. 2000. N° CTA 1028. 40 unités de crédit.

Sécuriser l'accès aux biens des communautés

■ « Commons » est un terme anglais qui décrit un régime foncier particulier, géré par une communauté donnée et régi par des règles communautaires concernant les pâturages, la coupe de bois, la pêche, etc. « Securing the commons » est une série de publications portant sur des études de cas en Afrique.

Trois d'entre elles ont été publiées en français. Elles décrivent les processus de concertation engagés au niveau villageois et local, notamment en matière de gestion des ressources naturelles. Elles sont très intéressantes en raison des détails et des éclairages qu'elles apportent sur une situation particulière. À ce titre elles devraient être principalement utiles comme « boîtes à idées » et pas seulement comme exemples qui pourraient être reproduits dans d'autres contextes.

Qui gère les ressources communes ?

Pour une gestion inclusive et durable

C Hesse et P Trench. *Securing the commons N° 1. Earthscan, Londres. 2000. 40 pages. ISSN 1605-2293. Gratuit.*

Hannu Biyu Ke Tchuda Juna – L'union fait la force. Gestion conjointe des ressources communes : une étude de cas de Takiéta, Niger

G Vogt et K Vogt. *Securing the commons N° 2. Earthscan, Londres. 2000. 48 pages. ISSN 1605-2293. Gratuit.*

Du conflit au consensus. Les pasteurs et agro-pasteurs de Kishi Beiga (Burkina Faso) optent pour la co-gestion de leurs ressources naturelles

M Banzhaf, B Drabo et H Grell. *Securing the commons N° 3. Earthscan, Londres. 2000. 36 pages. ISSN 1605-2293. Gratuit.*

International Institute for Environment and Development (IIED), 3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, UK
Fax: +44 207 388 2826
Email: mailbox@iied.org

Ces publications sont gratuites pour les lecteurs ACP. Elles peuvent aussi être téléchargées du Site web: www.iied.org/pdf/index.html

Réflexions pratiques

Le numéro 2000 de la publication biennale HRARD présente sa collection d'articles (en français, anglais, espagnol et arabe) sur les méthodes et stratégies novatrices dans la communication agricole. Entre autres: la radio locale communautaire dans la zone Mali-Sud et l'impact du sida sur le développement agricole et rural, plus des consignes pour des auteurs désireux de participer à l'édition de 2002.

Ressources humaines pour le développement agricole et rural.
FAO, 2000. 215 p.
ISBN 92-5-004469-0. Gratuit.
HRARD, Bureau SDRE
FAO, Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Fax : + 39 06 57053152 (attn Qamar)
Email: kalim.qamar@fao.org

De la jachère à la culture continue



Parler de « jachère améliorée » peut sembler contradictoire. Comment peut-on améliorer un processus où la culture a été momentanément interrompue pour laisser le sol au repos ?

La jachère traditionnelle permet d'améliorer la fertilité du sol en augmentant ses réserves de matière organique et d'éléments nutritifs. Or, depuis quelques décennies, la jachère traditionnelle de 10 à 30 ans est en conflit avec des pratiques de production plus continue pour subvenir aux besoins d'une population plus sédentarisée et plus nombreuse. D'où la nécessité de mettre au point une gestion adaptée ou, comme disent certains, une « jachère guidée ».

En avril 1999, un séminaire international organisé à Dakar a

permis à un groupe de chercheurs ouest-africains de faire le point de leurs travaux sur ce thème, dans le cadre d'un programme « La Jachère en Afrique tropicale » démarré en 1995. Les trois volumes de rapports et d'études de cas résultant de cette rencontre fournissent un panorama complet des connaissances actuelles sur la transition des systèmes qui pratiquent encore la jachère vers des systèmes de cultures continues.

La place et les fonctions de production de la jachère traditionnelle en Afrique tropicale, l'importance des jachères améliorées, les méthodes de substitution à cette jachère, ainsi que certains aspects biologiques, agronomiques et socioéconomiques sont les principaux



thèmes abordés au fil des dix chapitres du deuxième volume – *La jachère en Afrique tropicale. De la jachère à la jachère améliorée* – analysé ici. Ce volume s'adresse aux chercheurs, enseignants, étudiants et aménagistes des zones tropicales africaines. Ils y trouveront de nombreuses références originales recueillies au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. Cette publication a été appuyée entre autres par le CTA.

Le volume 1, qui reprend les 92 communications présentées au séminaire, est disponible auprès de l'éditeur ; le troisième est prévu fin 2001.

La jachère en Afrique tropicale. De la jachère à la jachère améliorée. Le point des connaissances. Volume 2. Ch. Floret et R. Pontanier. Coédition John Libbey Eurotext, CE, CORAF, CTA et IRD, 2001. 355 pages, ISBN 2-7420-0302-9. N° CTA 1035. 40 unités de crédits.

Pour obtenir le volume 1 : Éditions John Libbey Eurotext 127 avenue de la République, 92120 Montrouge, France
E-mail : contact@john-libbey-eurotext.fr

Des ravageurs bien rangés

■ Le palmier à huile et le cocotier sont deux plantes très différentes, mais elles ont des points communs, en particulier de nombreux ravageurs, surtout des insectes. Ce cédérom bilingue français-anglais contient des fiches informatives sur chaque ravageur ou insecte, ses caractéristiques biologiques, sa répartition géographique, les dommages qu'il cause et les traitements possibles. Plus de 170 ravageurs et maladies sont ainsi traités. Trois itinéraires permettent de retrouver l'information. Ce cédérom peut être exploré par ordre alphabétique, par nom zoologique ou par critères thématiques (type de dommages, étape de développement de l'insecte, etc). Chaque fiche est illustrée de photos en

couleurs et 800 références sont incluses, classées par insecte.

Les ravageurs du palmier à huile et du cocotier : Biologie, description et méthodes de lutte
D Mariau (CIRAD. CP), CIRAD, 2000. ISBN 2 87614 437 9
Référence : 802
360 FF • h 54,85
La Librairie du CIRAD
TA 283/04, Avenue Agropolis
34398 Montpellier Cedex 5, France
Fax: + 33 4 67 61 55 47
Site Web: www.cirad.fr



De nouveau disponible au CTA



Plusieurs abonnés nous ont réclamé la publication *'Formation de formateurs d'élevage : guide méthodologique'*. Ce manuel, momentanément hors stock en 2000, est de nouveau disponible au CTA. Il propose aux formateurs une base de réflexion pour l'élaboration de cours destinés aux auxiliaires vétérinaires, promoteurs de l'élevage dans leur communauté.

L'auteur recommande une démarche participative, insistant sur la contribution des paysans à la formulation des objectifs de la formation et sur le respect de leurs valeurs culturelles.

Formation de promoteurs d'élevage : guide méthodologique
J Thonnat, Coédition CTA et Vétérinaires sans Frontières. 1993. 76 pages. ISBN 92 9081 093 9
N° CTA 484. 5 unités de crédit

L'agroalimentaire (suite)

On découvre aujourd'hui avec beaucoup d'intérêt le rôle que les petites entreprises agroalimentaires (PEA) peuvent jouer comme outils de promotion agricole et comme moteur des économies locales. Positionnées à la fois sur les marchés locaux et sur l'exportation, elles proposent une gamme variée de produits, prêts à manger ou intermédiaires (gari, attiéké, etc.) et savent s'insérer de manière très vivante dans la

dynamique de l'économie mondiale. Ce type d'exportations s'est développé en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis.

Dans quelles conditions ce secteur peut-il s'épanouir, en termes d'appuis financiers, de crédit, de formation, de réglementation ? Cette étude, qui s'inscrit dans une série produite pour le CTA, aborde ces différents aspects, en partant de l'analyse des institutions d'appui et de leurs interactions avec les



entreprises. Elle intègre aussi des observations sur le terrain.

Quels résultats ? S'agissant de la mobilisation des institutions, services d'appui et ONG, on note que c'est le niveau local qui est le plus pertinent pour la promotion des PEA. Quant à la formation, l'étude conclut que c'est « sans doute un des domaines où l'incompréhension est la plus forte ». Divers aspects de la formation sont abordés : gestion, hygiène, qualité, marketing, maintenance, législation. Mais les questions d'organisation pratique de la formation (démarches, insertion territoriale) restent les plus difficiles à résoudre. L'étude préconise la promotion des centres pratiques d'apprentissage agroalimentaire au niveau local, le renforcement des dispositifs universitaires et la valorisation des complémentarités régionales et des dynamiques interafricaines.

Promotion des petites entreprises agroalimentaires en Afrique. Échanges de savoir-faire, systèmes d'apprentissage et institutions locales (Bénin, Sénégal)
J-J Magloire Bazabana et J Muchnik, CTA, 2001.
140 pages.
N° CTA 1030.
10 unités de crédit.

Élevez des lapins, c'est l'avenir

De tous les animaux domestiques, le lapin est celui qui fournit le plus de viande dans un minimum de temps. Pratiqué à petite échelle, l'élevage du lapin peut contribuer à l'alimentation familiale. Une production plus importante peut être source de revenus et de profits pour l'ensemble de la famille. C'est une activité apparemment facile, mais elle demande une bonne organisation, s'agissant particulièrement de l'adaptation des soins de santé et d'hygiène aux conditions climatiques des zones tropicales.

Le CECURI (Centre cunicole de recherche et d'information), au Bénin, travaille sur ce thème depuis de nombreuses années. Il a synthétisé cette expérience dans un remarquable *guide pratique de l'éleveur de lapins en Afrique de l'Ouest*. C'est un livre très pratique, avec un texte simple accompagné d'une quarantaine d'illustrations claires. Il a été produit avec l'appui financier de la coopération belge.



Il aborde les aspects les plus variés, depuis la biologie du lapin, sa pathologie, la commercialisation et la rentabilité, en passant par tous les détails de la conduite de l'élevage : installation, ventilation, cages, besoins alimentaires, nids...

Bref, une couverture complète à laquelle il ne manque que quelques recettes de préparations culinaires!

Le guide pratique de l'éleveur de lapins en Afrique de l'Ouest
Y Dago et M Kpodekon. CECURI, Cotonou, 2000.
106 pages.
ISBN 99919 917 0 0
h 2,30 plus frais de port.
(h 3 en Afrique, Pacifique et Europe ; h 3,80 ailleurs).
CECURI
01 BP 2009, Cotonou, Bénin
Fax : +229 360 589
E-mail : cecuri@syfed.bj.org

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement

agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@net-library.de – Site Web : http://www.net-library.de

L'Arche de Noé

Le pafuri, le jiddu et le manjaca sont des bovins indigènes d'Afrique, respectivement du Mozambique, de Tanzanie et de Guinée-Bissau. Avec des milliers d'autres animaux, mammifères et oiseaux, sauvages ou domestiques, ils sont rassemblés dans la troisième édition de la Liste World Watch de la diversité animale, l'organe du système d'alerte rapide pour les ressources génétiques animales.

World Watch List for domestic animal diversity (uniquement en anglais)
FAO, 3^e édition, 2000. 750 pages.
ISBN 9 251 045 119
US\$ 80 • h 89,25
Marketing and Rural Finance Service
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Fax : + 39 06 57 05 33 60
E-mail : publications-sales@fao.org

Agriculture urbaine

Une introduction convaincante à l'agriculture urbaine, ainsi qu'à la distribution et à la gestion des aliments. Aliments pour les villes. Politiques d'approvisionnement et de distribution alimentaires pour réduire l'insécurité alimentaire urbaine. Guide à l'intention des maires, des conseillers municipaux et des planificateurs urbains dans les pays en développement et en transition

O. Argenti, Collection « Food into cities », FAO, 2000. 40 pages.
Gratuit
Marketing and Rural Finance Service
Agricultural Support Systems Division
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Fax : + 39 06 57 05 68 50
E-mail : sadaseries@fao.org

Le texte est aussi disponible sur le site : www.fao.org/ag/lags/AGSMI/SADA/SADAE-5_.HTM

Oriflash

L'organisation non gouvernementale ORIDEV publie un nouveau bulletin d'information Oriflash portant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) au Bénin. Cette liste, qui paraît plusieurs fois par mois, permet de diffuser des informations ponctuelles relatives à des événements (formations, ateliers, candidatures, ...) et complète le bulletin mensuel Orita d'informations sur l'état des TIC au Bénin.

Pour s'abonner, envoyer un message à bulletin_oriflash-subscribe@egroups.com avec comme objet: subscribe ou écrire à pis@oridev.org
Site d'information : www.egroups.fr/group/bulletin_oriflash/
Site Oridev : www.oridev.org/

Cette nouvelle a paru dans le numéro d'avril 2001 des « Dernières nouvelles TIC – bulletin d'alerte pour l'agriculture ACP » du CTA. Voir : www.agricta.org/ictupdate/indexfr.htm

Nouveau service internet pour les lecteurs anciens et nouveaux



connectant par votre ordinateur. Vous devez aller à *Spore* et vous rappeler de le faire. L'annonce vous y fera penser.

L'annonce de chaque numéro

Pour annoncer chaque édition Web de *Spore*, notre nouveau service envoie un message E-mail qui donne le sommaire de la vingtaine de sujets traités dans la nouvelle édition avec des résumés et des illustrations. Chaque sujet comporte un lien vers l'article complet sur le Web. 'L'annonce électronique' est faite en trois langues (anglais, français et portugais) et propose des liens vers chaque version linguistique de l'édition électronique. Nous l'adressons à chaque abonné ou lecteur de *Spore* qui le demande, ainsi qu'à quelques lecteurs potentiels ou secondaires.

vous adresserons un message avec cette information en vous invitant à vous abonner à ce service.

Si vous n'êtes pas abonné à *Spore* (ou bien vous l'êtes mais votre adresse E-mail n'est pas connue du CTA) pour recevoir l'annonce en français, envoyez-nous un E-mail sans texte dans la partie message et avec le mot « subscribe » dans la ligne « sujet » à l'adresse suivante : announce-fr@spore-magazine.org (Pour recevoir l'annonce en anglais, faites la même chose en adressant votre demande à announce-en@spore-magazine.org, et pour l'annonce en portugais à announce-po@spore-magazine.org). Si vous souhaitez la version en « texte seul », sans illustrations, merci d'ajouter la mention « texte seul » dans votre message.

Vous recevrez l'annonce E-mail à l'adresse à partir de laquelle vous avez envoyé votre message. Si vous souhaitez la recevoir à une autre adresse, spécifiez-le dans la partie « texte » de votre message.

Pour interrompre la réception de l'annonce, il suffit d'envoyer un E-mail comme ci-dessus avec le mot 'unsubscribe' dans la partie « sujet ».

Pour changer l'adresse E-mail sur laquelle vous recevez l'annonce, il faut envoyer deux messages ; l'un pour stopper l'ancienne adresse et le deuxième pour s'abonner à la nouvelle.

Les autres services continuent

L'annonce électronique est un nouveau service pour les abonnés PDS et elle ne modifie en rien votre abonnement à l'édition imprimée et aux autres services de publications PDS.

Un service d'annonce électronique, qui démarre avec ce numéro de *Spore*, offre un nouveau service à nos lecteurs toujours plus nombreux. Nous invitons nos abonnés et les autres lecteurs qui ont accès à Internet à s'y abonner.

Depuis 1998, chaque numéro de *Spore* fait l'objet d'une publication imprimée et d'une édition électronique sur Internet. Avec cette édition électronique, nous sommes en mesure d'apporter un plus à nos lecteurs des pays ACP qui ont accès à Internet et qui impriment ainsi le bulletin entièrement ou partiellement.

L'édition électronique signifie aussi que *Spore* est disponible gratuitement pour les lecteurs hors Groupe ACP ou Union européenne, comme pour ceux qui travaillent dans des secteurs qui ne sont pas au cœur de notre mandat. *Spore* est consacré à l'agriculture et au développement rural dans les pays ACP et la version imprimée est gratuite seulement pour les professionnels de ces secteurs dans les 77 pays ACP et pour ceux de l'Union européenne (qui assure le financement du CTA) qui coopèrent avec les partenaires ACP. Les autres personnes que nous appelons 'lecteurs secondaires' doivent payer un abonnement, au moins pour l'édition imprimée (voir p 13).

Atteindre un public plus large

Grâce à l'édition en ligne de *Spore*, nous pouvons désormais diffuser notre information qui est en fait la vôtre, l'information ACP, à un public plus large que celui de notre édition imprimée, qui a une portée et un financement inévitablement limités.

Il y a bien sûr des différences entre les deux versions. La version imprimée arrive régulièrement (nous l'espérons!) dans vos boîtes aux lettres, circule dans votre organisation ou vous parvient par vos collègues ou amis. Dans tous les cas, *Spore* vient à vous. La version électronique, à l'inverse, est simplement mise en ligne sur le site du CTA et c'est à vous de vous y rendre en vous y

Conditions

Pour utiliser ce service, il y a deux conditions techniques : il est nécessaire de disposer d'un logiciel de messagerie de type *Outlook* ou *Eudora* (en version 4 ou postérieure), capable de lire en « format HTML », et il faut accéder au Web avec un navigateur comme *Netscape* ou *Explorer* (version 4 ou postérieure). Si vous utilisez un système de courrier électronique comme *hotmail.com*, *yahoo.com*, *yahoo.fr* ou *netscape.com*, ça marchera. Ce service est gratuit, mais ne sous-estimez pas le temps et le coût de votre connexion à Internet.

Pour être abonné à ce service, l'interrompre ou le modifier

Si vous êtes déjà abonné à *Spore* et si votre adresse E-mail est connue du CTA, nous

Boîte postale 380

Plus d'espace, plus de lettres la prochaine fois !

Séchage solaire sûr

■ **David Yisa**, du Nigeria, demande : « Comment conserver les couleurs naturelles des tomates et piments séchés au soleil, en évitant leur brunissement. Nous avons entendu parlé du sulfitage, mais quelles sont les doses inoffensives pour le consommateur ? »

Avant de sécher les fruits au soleil, préparer une solution avec 4,5 litres d'eau froide propre et une cuillère à soupe (cs) de bisulfite de sodium (ou deux cs de sulfite de sodium, ou bien quatre cs de métabisulfite de sodium). Plonger les fruits dans cette solution pendant cinq minutes, les rincer à l'eau propre et froide, les essuyer et les faire sécher. Rappelez-vous que le séchage au soleil n'est efficace que si l'humidité atmosphérique ne dépasse pas les 20 %.



De meilleures liaisons pour les abonnés ?

■ Du Nigeria également, le pasteur **Emmanuel Akindede** nous demande de « fournir un répertoire des abonnés, afin d'augmenter l'échange d'informations sur le développement ».

Chouette idée, Monsieur le pasteur, mais pas très pratique car ce répertoire compterait plus de mille pages ! Nous allons approfondir cette suggestion, et en attendant les lecteurs peuvent se rencontrer dans les pages de *Spore*.

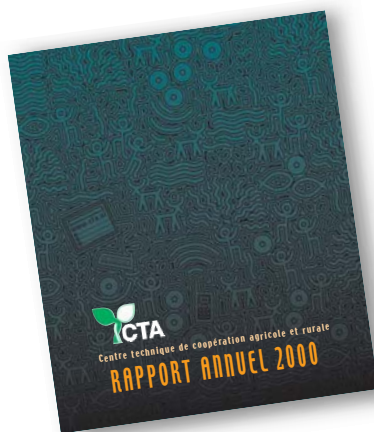
Rapport annuel 2000 – Le partenariat à l'épreuve

L'an 2000 a vu plusieurs cycles se clôturer. L'Accord de partenariat ACP-CE de Cotonou, succédant à la Convention de Lomé, a vu le jour et avec lui un nouveau mandat pour le CTA. Au CTA, le Plan à moyen terme 1997-2000 est arrivé à échéance et le terrain a été préparé pour de nouvelles actions.

Le Rapport annuel 2000 du CTA comprend un commentaire du directeur, Carl B. Greenidge, sur le nouvel Accord de partenariat et ses implications pour l'agriculture des pays ACP et pour le rôle du CTA. Il note que la notion de partenariat prévue dans l'accord, et donc commune à tous ses signataires, implique en particulier « un processus de dialogue avec tous les intéressés ». Il suggère que ce terme peut avoir un sens plus large pour certains.

C'est par son Plan à moyen terme que le CTA a formulé officiellement son désir de remplir son mandat en partenariat avec tous ceux qui sont concernés par celui-ci.

C'est ainsi qu'en 2000, pour ne retenir que quelques éléments de ce rapport détaillé, le CTA a organisé dix séminaires thématiques avec près de 30 partenaires, a permis à 85 res-



sortissants des pays ACP de prendre part à cinq visites d'étude, et à 177 de participer à 47 séminaires organisés par des tiers, pour la plupart dans des pays ACP. Vingt ateliers de formation ont aussi eu lieu, regroupant 350 participants, dans le but d'améliorer les compétences des institutions nationales en matière de gestion de l'information et de la communication. Cinq nouveaux partenariats pilotes ont été lancés avec des organes de la société civile. Cette même année, une bonne dizaine d'actes, de rapports d'étude et de documents de travail ont été publiés, tandis que près de trente coéditions techniques – toutes annoncées dans des numéros récents de *Spore* – et une belle série de publications indépendantes ont bénéficié de l'appui du CTA. Au total, plus de 80 000 exemplaires de publications ont été distribués, la grande majorité à la demande des abonnés.

Le CTA s'est ainsi attaché à maximiser son impact, ce qui a absorbé pas mal d'énergie lors des études et échanges. Au niveau politique, le

Centre s'est impliqué dans des initiatives et des échanges variés visant à renforcer les « métiers » de la vulgarisation agricole, de la formulation de politiques et de la gestion de la recherche, le tout avec une plus grande efficacité grâce au travail en partenariat.

C'est en 2000 que se referme le premier chapitre d'une « organisation apprenante ». Du partenariat pilote pour distribuer les publications au soutien de réseaux régionaux pour l'information et la stratégie, en passant par des projets à long terme de coédition avec des partenaires ACP, bien des activités ont été conçues pour fournir des enseignements pour l'avenir. Canaliser toutes ces énergies vers l'avenir suppose que tous les intéressés adhèrent à la définition du partenariat que le CTA a mise en avant dès 1996 : partager les risques, les ressources et les résultats. Or, s'il est difficile d'apprendre à partager, il est encore plus difficile d'en faire la démonstration.



Rapport annuel 2000. CTA, Wageningen. 2001. 152 p. ISBN 92 9081 2427. Numéro CTA 1032. Gratuit. Nous demandons aux abonnés PDS d'utiliser leurs bons de commande.



L'article en point de mire du rapport annuel 2000 par Patrick A. Antoine, s'intitule : « Mettre l'information et la communication au service des acteurs du développement rural dans le contexte de l'évolution de l'économie mondiale : le cas de la région des Caraïbes. »

Cet article est disponible séparément du rapport annuel. Numéro CTA 1034. Gratuit. Nous demandons aux abonnés PDS d'utiliser leurs bons de commande.



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro :
Didier Chabrol, Marcel Chimwala,
O'Neil Cuffe, Bernard Favre,
Erik Heijmans, Catherine Marzin,
Dudley Moloi, Paul Osborn,
Jacques Sultan, Christine Tissot.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publicep, France
© CTA 2 001 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit. Merci de mentionner *Spore* comme source.

Livres utiles

■ **Richard A Mwanakuluya** du Projet de préservation des ressources naturelles et de gestion de la terre à Iringa, Tanzanie, se réjouit « de la façon dont les livres que vous nous avez envoyés nous ont aidés. Dans nos villages, il y a beaucoup de mauvaises herbes *Digitaria abyssinica*, particulièrement dans les terres récemment défrichées ou qui ont été mises en jachère pendant un ou deux ans. Les agriculteurs ont noté une faible germination et une maigre récolte initiale et nous n'avions pas d'explication claire à leur donner à ce sujet. A travers vos livres, nous avons découvert que la décomposition du *D. abyssinica* a un effet allélopathique (*d'inhibition de la croissance* – ed.) sur les jeunes plants. Nous avons donc conseillé aux agriculteurs de laisser les plantes se décomposer totalement ou de les retirer des champs.

Nous nous demandons aussi comment réintroduire l'agroforesterie dans nos villages, compte tenu de la diminution continue de terres cultivables, d'arbres pour la construction ou le combustible et de la faible fertilité des sols. Les systèmes agroforestiers à notre disposition ne convenaient pas à la culture et aux traditions des agriculteurs, mais à travers

les livres que vous nous avez adressés, nous avons découvert que les cultures en allées leur conviendraient mieux. »



Soutien à des pépinières

■ **Paulin Fianou**, coordinateur du groupe « Matthieu 7, 8 » de l'ORJEDEC (BP 05, Kouvé-Tabligbo, Togo) nous écrit pour demander « un appui pour le travail du groupe en pépinières de fruitiers, de teck et d'autres arbres agroforestiers ».





Mugove Walter Nyika est coordinateur de SCOPE, le Programme de permaculture pour les écoles et les collèges de l'Institut de permaculture du Zimbabwe (ZIP). Ce géographe de formation a abandonné l'enseignement après avoir pris conscience que la permaculture – ou agriculture permanente – était une alternative intéressante à l'agriculture conventionnelle. Science de la gestion des milieux, la permaculture permet de comprendre les interactions de nombreux systèmes vivants et de les utiliser en respectant leurs équilibres.

L'agriculture à l'école

Apprendre tôt, apprendre juste

La Save, l'une des plus importantes rivières du Zimbabwe, n'est plus aujourd'hui qu'un fleuve de sable, comme beaucoup de nos cours d'eau. C'est le résultat d'une grave érosion des sols et de la déforestation provoquées par une agriculture conventionnelle de moins en moins viable en termes de rentabilité et de durabilité. Il faut donc apprendre aux enfants à réfléchir à ces questions dès le plus jeune âge et leur montrer qu'une autre option existe. Il y va de l'avenir de l'agriculture et de ses ressources économiques, de la sécurité alimentaire, mais aussi de notre environnement.

C'est en 1994 que SCOPE a été lancé dans une école primaire et une école secondaire de chacune des neuf provinces du Zimbabwe. Notre programme est simple. Deux enseignants de chaque école reçoivent une formation sur les principes de la permaculture, ou agriculture biologique. Ils peuvent être indifféremment professeurs de sciences, d'anglais ou de mathématiques, mais nous tenons à ce qu'ils intègrent l'agriculture dans leur enseignement.

L'école tout entière est concernée. Il ne s'agit pas seulement de jardiner, de reverdir l'établissement ou de construire des brise-vent autour des maisons des enseignants. L'enseignement permet d'aborder plusieurs aspects : la collecte des eaux, l'amélioration de la santé et de la nutrition, la production de revenus pour l'école. Il s'étend par-delà l'école aux villages voisins et aux familles qui profitent de ce qu'apprennent leurs enfants. Certes, les parents résistent aux idées nouvelles. Comme les techniciens agricoles, ils s'appuient sur ce qu'ils ont appris quand ils étaient jeunes. Les enfants, eux, sont plus maléables et dynamiques. C'est essentiel, car ce sont eux les paysans de demain.

À chacun son plan

Des représentants d'élèves, de parents d'élèves et des enseignants suivent un stage d'une semaine organisé par SCOPE. Ce stage les initie à la conception d'un plan intégré d'utilisation du terroir. Les enseignants formés discutent ensuite avec les autres élèves, parents et enseignants d'un projet global pour l'école. Un plan intégré d'utilisation du terroir est alors réalisé après une analyse collective de la situation qui permet notamment d'identifier les problèmes principaux et les ressources mobilisables.

Nous n'avons donc pas de plan prédéterminé : chaque école a le sien, bâti sur une analyse spécifique à son contexte.

Nous demandons ensuite au groupe parents-élèves-enseignants comment il souhaiterait voir l'école dans vingt ans. Cela permet d'avoir une vision générale de leurs intérêts et de leurs attentes. Certains veulent des fruits, d'autres un jardin, une école plus ombragée ou simplement plus jolie. Nous dessinons un plan et nous élaborons ensemble le programme concret des tâches à remplir et des missions à affecter à telle ou telle classe, avec les délais de réalisation. Nous définissons aussi les contributions des parents et du personnel de l'école. Les parents peuvent, par exemple, fournir des plants, apprendre ce qui est enseigné à leurs enfants et le mettre en pratique. En quelques années, les réalisations peuvent être spectaculaires et les différences sont visibles d'une école à l'autre.

École ou « République bananière » ?

À Bindura, l'école publique Chireka est maintenant surnommée « République bana-

choisit les écoles et les enseignants et facilite la recherche de fonds. Cet appui du gouvernement est essentiel, car il devrait permettre de modifier les manuels d'enseignement et d'élaborer des examens adaptés.

Mais rien n'est encore acquis. Certains enseignants ont du mal à traiter à la fois de l'agriculture biologique et de l'agriculture conventionnelle. Je crois que la bonne méthode consiste à essayer les deux et à laisser les élèves comparer. Il y a plus délicat encore. Les parents reçoivent, en effet, des messages différents : ceux de l'agriculture biologique, via l'école des enfants, et ceux de l'agriculture conventionnelle, via le technicien agricole dont les paysans dépendent beaucoup, pour obtenir des certificats, par exemple. Les sociétés agro-chimiques soutiennent financièrement l'éducation et la vulgarisation agricoles. Pour notre part, nous avons d'autres objectifs. Nous souhaitons appliquer notre programme dans une école primaire et une école secondaire de chacun des 63 districts. Nous souhaitons aussi inclure la formation à la permaculture dans les écoles d'agriculture et les établissements où sont formés les futurs professeurs et techniciens. Le programme peut également être

« Les jeunes sont les agriculteurs de demain »

nière », parce qu'elle est presque cachée par une plantation de bananiers. Les bananes sont vendues aux enfants pendant les récréations, bien moins cher qu'au marché. À Rufa, l'école secondaire Saint-Vincent s'est concentrée sur les plantes et arbustes à fleurs.

Le programme marche bien et 54 écoles – neuf dans chaque province – y participent maintenant. Depuis 1997, nous sommes soutenus par le ministère de l'Éducation qui

mis en œuvre dans d'autres pays comme nous l'avons expliqué lors d'un séminaire de trois semaines en Zambie où nous envisageons une initiative similaire.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.